

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Dialogue social: la vision du Bureau international du travail

AVEC la désignation d'un Consultant national en la personne du Pr Gabriel Zomo-Yebe, le Bureau international du travail (BIT) entend donner une impulsion nouvelle dans l'élaboration des mécanismes du dialogue social.

E. NDONG-ASSEKO
Libreville/Gabon

AVEC les ravages économiques et socio-professionnels causés par le Covid-19, le concept de "Dialogue social" devient de plus en plus d'actualité. La déstructuration des pans entiers de l'économie incite à une réflexion davantage orientée vers un meilleur encadrement des acquis sociaux et économiques des employeurs et des employés. Au Gabon, par exemple, les effets de cette crise sont amplifiés par la chute des prix du pétrole qui prive le pays d'une partie importante de ses ressources en devises, fragilisant encore plus ses structures sociales et économiques et accentuant les pertes d'emplois et les revenus et de destructions d'entreprises, notamment dans l'économie informelle. Il s'agit d'un contexte difficile qui requiert une coopération entre le gouvernement et les partenaires sociaux pour définir des réponses appropriées à la crise sanitaire, soutenir les travailleurs et leurs familles ainsi que les entreprises, enfin préparer la reprise de l'économie du pays.

Pour le Bureau international du travail (BIT), qui consacre assez de ressources aux problématiques relatives à la notion de "Dialogue Social", "certes, il y a eu des consultations ad hoc entre le gouvernement et

les partenaires sociaux sur les mesures nécessaires pour faire face à l'impact social et économique de la pandémie, cependant l'absence d'un cadre permanent de concertation et de dialogue social tripartite, le manque de capacité et d'expérience des acteurs tripartites et la fragmentation syndicale constituent un handicap majeur pour le pays dans le contexte de crise actuel." Il estime donc qu'un tel contexte nécessite des acteurs, notamment des acteurs sociaux forts, représentatifs et résilients, et une action concertée des mandants tripartites à travailler en synergie pour faire face de façon efficace à cette crise et construire les bases d'une économie et d'une société plus résiliente.

Ces derniers seront encouragés à s'engager, avec l'appui du BIT, dans une démarche de formulation d'un pacte social incluant la construction d'un cadre de dialogue social, la réforme du Code du travail et la formulation d'une stratégie nationale concertée de lutte contre la pandémie de Covid-19 et la promotion d'une reprise économique et sociale dans le pays. C'est dans ce sens que pour ai-

der les mandants à pallier cette situation, le BIT s'est engagé à leur apporter un appui technique en vue de la création d'un cadre permanent de dialogue social et de concertation tripartite et de renforcement des capacités des acteurs tripartites en matière de dialogue social. Ces derniers seront encouragés à s'engager, avec l'appui du BIT, dans une démarche de formulation d'un pacte social incluant la construction d'un cadre de dialogue social, la réforme du Code du travail et la formulation d'une stratégie nationale concertée de lutte contre la pandémie de Covid-19 et la promotion d'une reprise économique et sociale dans le pays. C'est tout le sens de la consultation lancée par le BIT en vue du recrutement d'un Consultant national "pour faire le diagnostic du dialogue social au Gabon", selon ses termes de référence. Au terme de cette consultation, c'est le dossier du Pr Gabriel Zomo-Yebe, soutenu et présenté par la Cosyga (Confédération syndicale gabonaise) qui a été retenu. Les termes de références de la mission de ce dernier en donnent le cadre: faire le diagnostic du dialogue social au Gabon pour en faire ressortir les points forts et les points faibles et donner des orientations sur son renforcement tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Plus spécifiquement, Pr Zomo-Yebe devra faire la revue



Photo: Antoine Essone Ndong

Réunion de concertation entre le Pr Gabriel Zomo Yebe et la Cosyga.

du cadre juridique du dialogue social et de la négociation collective; dresser la cartographie des institutions et des acteurs tant sur le dialogue social tripartite que bipartite dans le secteur public et dans celui du privé; analyser le fonctionnement des cadres de dialogue existants ainsi que les contraintes liées au déploiement du dialogue social, notamment dans le secteur public; formuler des recommandations pour le déploiement d'une stratégie de développement du dialogue social à tous les niveaux et proposer une stratégie de renforcement des capacités institutionnelles

et individuelles.

Le nouveau Consultant national du BIT n'a pas tardé à débiter ses consultations en rencontrant d'abord les partenaires sociaux afin d'avoir une idée précise des différents éléments du diagnostic à poser. Avec la direction de la Cosyga, il a eu un aperçu à partir des appréhensions et des espoirs de son secrétaire général, Philippe Djoula, où la notion de représentativité des syndicats a été longuement évoquée, pour dire combien l'émission du monde syndical constitue un écueil à résoudre pour plus d'efficacité et de responsabilité.

magazine.union@sonapresse.com



Photo: SNN

Quid du dialogue social?



ENA
Libreville/Gabon

LE dialogue social se définit comme le meilleur outil du Bureau international du travail (BIT) pour promouvoir de meilleures conditions de vie et de travail ainsi qu'une plus grande justice sociale. Il peut revêtir beaucoup d'aspects différents. Il peut constituer un processus tripartite, le gouvernement étant une partie officielle au Gabon, il peut également consister en relations bipartites uniquement entre les employeurs et les employés ou encore entre syndicats et organisations patronales avec une implication directe ou indirecte du gouvernement.

La concertation peut être informelle ou institutionnalisée ou (parfois) conjuguer les deux aspects. Elle peut intervenir au niveau national, régional ou simplement local. Elle peut

également être intersectorielle, sectorielle ou se situer au niveau de l'entreprise.

Les institutions du dialogue social sont souvent définies par leur composition. Elles peuvent être

bipartites ou tripartites. Les intervenants tripartites sont les représentants du gouvernement, des organisations d'employeurs et des travailleurs. Le dialogue social peut avoir la forme d'une négociation, d'une concertation ou d'un partage de l'information.

Le dialogue social peut avoir la forme d'une négociation, d'une concertation ou d'un partage de l'information. Le dialogue social dont les racines sont essentiellement la liberté syndicale et le droit à la négociation collective prend en compte le contexte culturel, historique, économique et politique de chaque pays.

Un processus scientifique et technique

ENA
Libreville/Gabon

LE Consultant national BIT-Gabon aura plusieurs activités à mener pour accomplir sa mission. Entre l'examen des conventions et recommandations pertinentes de l'OIT (Organisation internationale du travail), les lois et règlements et les conventions collectives tant au niveau interprofessionnel que sectoriel et la lecture des rapports annuels et d'activités, les comptes rendus de réunions ou toute autre étude permettant d'ana-

lyser la situation du dialogue social au Gabon, il devra s'imprégner suffisamment de la situation sociale et économique du Gabon. D'abord, il devra pour cela rédiger un rapport provisoire de l'étude qui intégrera, entre autres, un cadre juridique du dialogue social au Gabon ; une revue des conventions collectives existantes et leur application par les partenaires sociaux ; une description des cadres de dialogue faisant ressortir les points forts et les points faibles tant dans leur composition, leur organisation que dans leur fonctionnement ; des conclusions,

recommandations et indications pour le déploiement du dialogue social au Gabon et le renforcement des capacités institutionnelles et individuelles des mandats tripartites. Assez régulièrement, le Consultant Gabon du BIT aura à transmettre une première version du rapport au spécialiste Administration du travail et dialogue social du BIT-Yaoundé (Cameroun). D'autres rapports seront élaborés qui approfondiront les aspects liés aux ateliers de formation qui marqueront ces consultations avec les différents partenaires sociaux.

Photo: Antoine Essone Ndong

